

La coopération au développement
entre la Suisse et les pays sahéliens

(Tchad, Haute-Volta, Niger, Mali, Sénégal, Mauritanie, Iles du Cap Vert)

1. Remarques générales : évolution historique et caractéristiques actuelles
2. Activité de la CTS par pays : projets en cours et demandes à l'étude
3. Perspectives d'avenir

1. REMARQUES GENERALES

1.1. Evolution historique

L'activité du service de la Coopération technique (CT) dans la région sahélienne a débuté en 1961 avec une "mission en assurance" au Mali. Depuis 1963, la CT réalise des projets dans tous les pays sahéliens sauf dans les Iles du Cap Vert où la première action soutenue par la CT est née à la fin 1975. Notre activité se fonde sur les relations diplomatiques et accords suivants :

<u>Pays</u>	<u>Ambassade responsable</u>	<u>représentation suisse sur place</u>	<u>Accord (A)</u>
Haute-Volta	Abidjan	Attaché CT	A de commerce avec clause CT
Mali	Dakar	Agent consulaire	A concernant les Assist. tech.
Mauritanie	Dakar	----	A de commerce en discussion
Niger	Abidjan	Agent consulaire	A de commerce avec clause CT
Sénégal	Dakar	Ambassade	A de CT

<u>Pays</u>	<u>Ambassade responsable</u>	<u>Représentation suisse sur place</u>	<u>Accord (A)</u>
Tchad	Lagos	Attaché CT Yaoundé	A de CT
Iles du Cap Vert	---	-----	-----

Il faut pourtant noter que, par rapport à l'activité de la CTS dans les pays côtiers de l'Afrique occidentale, peu de projets étaient réalisés dans le Sahel jusqu'en 1970 (les plus importants étaient le CESAO, Haute-Volta, et les Centres de formation professionnelle agricole au Tchad). Entre 1970 et 1974, notre activité au Sahel s'est surtout renforcée au Tchad (Projets Swissaid, santé, formation d'instituteurs).

Conformément à nos critères, une plus grande importance fut donnée à ces pays sahéliens défavorisés, victimes par surcroît de la sécheresse des années 1969 à 1974. La prise de conscience des problèmes sahéliens consécutive à la sécheresse a eu comme effet de donner la priorité à la réalisation de projets au Sahel et à l'affectation d'un coordinateur à Ouagadougou. Sept nouveaux projets d'une certaine importance ont ainsi pu être (co-) financés par la CT en 1974 et 1975 (4 en Haute-Volta, 2 au Mali, 1 au Niger) et un grand nombre de projets est actuellement à l'étude (somme globale env. 15 mio). De 1961 à 1975, les versements effectués par la CT dans le cadre de cette coopération au Sahel ont atteint 20,35 mio. de francs (projets régionaux inclus).

1.2. Domaines d'activité

Les projets auxquels nous avons contribué touchent différents domaines, mais ils concernent plus particulièrement :

- le développement rural et la formation dans ce domaine
- l'approvisionnement en eau
- la formation de cadres pour le développement
- l'enseignement (enseignement général classique et réforme de l'enseignement)

1.3. Institutions responsables

Quant aux institutions responsables des projets que la CT soutient, ce sont aussi bien des ONG que des organisations internationales gouvernementales

Répartition

- ONG
 - . Pères Blancs (3 projets : Hte-Volta, Mali)
 - . Swissaid (3 projets : Tchad)
 - . Fédération genevoise de coopération (1 projet : Niger)

- Agences des Nations Unies

- . BIT (2 projets : Haute-Volta)
- . UNICEF (1 projet : Mali)

Tous les projets n'entrant pas dans ces 2 catégories (10 en tout) sont assumés par des instances nationales en collaboration avec la CTS.

2. ACTIVITES DE LA CTS PAR PAYS

2.1. Tchad

Versements 1961 - 75 : 7,72 mio de fr.s.

2.1.1. Actions en cours (total des engagements : fr. 9'383'100,-)

- Centres de Formation professionnelle agricole du Moyen Chari (7 centres)
Institution responsable : CT
Engagements : fr. 4'782'000,-
Voir fiche no. 1 (réf. t. 311 Tchad 3)
- Centres de formation professionnelle Mayo-Kebbi
Institution responsable : Swissaid
Engagements : fr. 545'000,-
Voir fiche no. 2 (réf. t. 311 Tchad 7)
- Développement de la production laitière dans la région de N'Djaména
Institution responsable : Swissaid
Engagements : fr. 405'000,-
Voir fiche no.3 (réf. t. 311 Tchad 8)
- Centre de transit pour le bétail à Guélandeng
Institution responsable : Swissaid
Engagements : fr. 200'000,-
Voir fiche no.4 (réf. t. 311 Tchad 9)
- Ecoles pilotes
Institution responsable : CT pour les assitants techniques, Swissaid pour les constructions
Engagements : fr. 904'000,- (AT)
fr. 150'000,- (constructions)
Voir fiche no.5 (réf. t. 311 Tchad 10)
- Ecole nationale de Santé publique et du Service social (ENSPSS)/N'Djaména
Institution responsable : CT
Engagements : fr. 1'310'500,-
Voir fiche no. 6 (réf. t. 311 Tchad 14)

- Fabrication et distribution de pierres à lécher
Institution responsable : CT
Engagements : fr. 580'000,-
Voir fiche no.7 (réf. t. 311 Tchad 16)
- Mission d'étude pour la lutte contre la bilharziose
Institution responsable : CT
Engagements : fr. 4'600,-
- Vulgarisation avicole au Sud-Tchad
Institution responsable : CT (pour les assist. techn.)
Swissaid (pour les contribu-
tions financières)
Engagements : fr. 327'000,- (AT)
fr. 175'000,- (contrib. finan.)
Voir fiche no.8

2.1.2. Projets à l'étude

- Mission d'étude dans le domaine du tourisme et de l'hôtellerie
- Etude approfondie en vue de la lutte contre la bilharziose

Les domaines d'action les plus importants seront pour les prochaines années probablement :

- la formation de jeunes agriculteurs (hommes et femmes) à travers les CFPA et un appui aux actions complémentaires au niveau des villages;
- l'élevage;
- la formation de maîtres primaires dans le cadre de la réforme de l'enseignement;

Il est trop tôt pour connaître l'importance que pourra prendre la santé (médecine rurale) dans notre activité au Tchad.

2.2. Haute-Volta

Versements 1961 - 75 : 5,97 mio. de fr.s.

2.2.1. Actions en cours (total des engagements : fr. 6'748'000,-)

- Centre d'Etudes économiques et sociales de l'Afrique occidentale (CESAO)
Institution responsable : CESAO/Pères Blancs
Engagements : fr. 2'148'000,- (pour le fonctionnement)
fr. 395'000,- (pour les ass. tech.)
Voir fiche no.9 (réf. t. 311 Haute-Volta 5/13)
- Centre national de Perfectionnement d'Artisans ruraux (CNPAP)
Inst. resp. : - de la coop. intern., le BIT
- de l'établissement, le Ministère de la
Fonction publique et du Travail
Engagements : fr. 920'000,-
Voir fiche no.10 (réf. t. 311 Haute-Volta 18)

- Centre de Formation pour Monitrices d'Education rurale (CFMER)
Inst. resp. : CT
Engagements : fr. 650'000,-
Voir fiche no.11 (réf: t. 311 Haute-Volta 12)
- Subvention au Ministère du Développement rural pour permettre, durant la campagne 1975/76, la vente de matériel agricole aux paysans en-dessous du prix d'achat ainsi que le maintien du prix de vente des pesticides pratiqué lors de la campagne précédente
Inst. resp. : CT
Engagements : fr. 590'000,-
Pas de fiche (réf. t. 311 Haute-Volta 19)
- Promotion de l'emploi rural par investissement-travail dans le cadre de l'Organisme régional de Développement (ORD) de Koupéla
Inst. resp. : BIT
Engagements : fr. 920'000,-
Fiche no.12 (réf. t. 311 Haute-Volta 20)
- Collège d'Enseignement général de Dédougou (action se terminant)
Inst. resp. : CT. Régie des constructions confiée à la Province suisse des Pères Blancs/Fribourg
Engagements : fr. 1.125.000,-
Fiche no. 13 (réf. t. 311 Haute-Volta 4)

2.2.2. Projets à l'étude

- Contribution au développement rural dans le cadre de l'Organisme régional de Développement (ORD) de Fada N'gourma (par ex. aménagement de bas-fonds, création de petites unités agro-industrielles, construction de pistes, de dispensaires, promotion de la pêche, etc.) parallèlement à un important projet PNUD/FAO/USAID de mise en valeur de la région
- Prise en charge sur 5 ans de la formation et du recyclage d'agents et agentes de développement communautaire (pour répondre à l'option prise récemment par le Gouvernement voltaïque de promouvoir le développement du pays selon les principes du développement communautaire).
- Construction d'un atelier de fabrication de matériel agricole et notamment de charrettes (Kondougou ou Fada N'Gourma)
- Constitution d'un fonds de roulement en faveur des Ateliers de Construction de Matériel Agricole (création BIT) pour l'achat de matière première en vue de la fabrication de matériel pour la culture attelée.

- Affectation éventuelle d'un conseiller socio-économiste au Centre départemental des Affaires sociales de Tenkodogo.

La variété des types d'action à l'étude permet d'entrevoir une action relativement diversifiée dans ce pays. Il est probable que dans le cadre général du développement rural intégré, une certaine prédominance sera accordée aux actions mettant l'accent sur le développement communautaire (formation à cet effet et réalisation de projets favorisant le développement communautaire), sur l'infrastructure villageoise et l'artisanat rural.

2.3. Niger

Versements 1961 - 75 : 2,58 mio. de fr.s.

2.3.1. Actions en cours (total des engagements : fr. 2.363.000,-)

- Alphabétisation fonctionnelle dans la région de Tillabéry
Inst. resp. : CT
Engagements : fr. 1.093.000,-
Fiche no.14 (réf. t. 311 Niger 1)
- Création de puits villageois dans les Départements de Dosso et de Tahoua
Inst. resp. : Fédération genevoise de Coopération (FGC)
Engagements : fr. 350.000,-
Fiche no.15 (réf. t. 311 Niger 3)
- Formation de cadres pour le Service de l'Alphabétisation et de l'Education des Adultes (SAEA)
Inst. resp. CT
Engagements : fr. 570.000,-
Fiche no.16 (réf. t. 311 Niger 4)
- Réparation des Stations de pompage dans la région de Dosso
Inst. resp. : CT
Engagements : fr. 350.000,-
Fiche no.17 (réf. t. 311 Niger 5)

En ce qui concerne l'avenir, il est prématuré de dessiner le profil de nos activités dans ce pays.

2.4. Mali

Versements 1961 - 75 : 2,33 mio. de fr.s.

2.4.1. Actions en cours (total des engagements : fr. 2.182.000,-)

- Centre professionnel de Niaréla/Bamako
Inst. resp. : Province suisse des Pères Blancs
Engagements : fr. 282.000,-
Fiche no.18 (réf. t. 311 Mali 3)

- Opération Puits Koro (Creusement de puits villageois)
Inst. resp.: FISE
Engagements : fr. 900.000,-
Fiche no.19 (réf. t. 311 Mali 6)
- Société de Crédit agricole et d'Equipement rural. Contribution pour permettre la vente à crédit, durant la campagne 1974/75, de matériel agricole aux paysans maliens aux prix pratiqués avant la crise pétrolière (cf. Appel Waldhaim)
Inst. resp.: CT
Engagements : fr. 1.000.000,-
Pas de fiche (réf. t. 311 Mali 8). Action terminée

2.4.2. Projets à l'étude

- Recherche et exploitation d'eaux souterraines dans les cercles a) de Bougouni et de Yanfolila en zone sud (Région de Sikasso) et b) de San et de Tominian (Région de Ségou).

Une mission mandatée par la CT s'est rendue au mois de février dans ce pays dans le but d'étudier le projet en question lequel a fait l'objet de 2 requêtes, l'une émanant directement du Gouvernement, l'autre d'une société privée (Mali Aqua Viva) agissant pour le compte de celui-ci. L'objectif de ce projet est de creuser et d'équiper plusieurs centaines de forages destinés à l'approvisionnement en eau des populations villageoises.

La mission d'évaluation a étudié un certain nombre de projets complémentaires aux projets hydrauliques en question (notamment dans le domaine de l'élevage). Ces projets seront examinés par le Groupe Afrique occidentale. Une diversification de notre action est donc envisageable dans ce pays à court terme, mais il est trop tôt pour avoir une idée précise de l'avenir de notre coopération avec ce pays. *

2.5. Sénégal

Versements 1961 - 75 : 1,63 mio de fr.s.

2.5.1. Actions en cours (Total engagements : fr. 1.321.000,-)

- Service de l'Education surveillée/Enfance délinquante et en danger : mise à disposition de personnel
Inst. resp.: CT
Engagements : 981.000,-
Fiche no.20 (réf. t. 311 Sénégal 14)
- Laboratoire de contrôle des denrées alimentaires/Dakar assistance technique et fourniture d'équipement (action terminée)

* La création d'un nouveau poste de coordonnateur à Bamako pour le Mali et plusieurs autres pays (Guinée Bissau, Sénégal, Mauritanie et Iles du Cap-Vert) est prévue.

2.5.2. Projets à l'étude

- Enseignement moyen pratique : demande de financement de 2 foyers EMP.

L'enseignement moyen pratique, méthode d'éducation non formelle, a pour but de récupérer les "victimes" et les laissés pour compte du système scolaire occidental (80 % des jeunes) et de leur donner une place dans la société en leur assurant une formation adéquate.

Nous n'envisageons pour l'instant aucune autre action dans ce pays.

2.6. Mauritanie

Versements 1961 - 75: fr.s. 100.000,-

2.6.1. Actions en cours

- Mise en place d'ateliers pour la promotion d'une architecture améliorée adaptée aux besoins et aux possibilités du pays en vue de la construction de 2000 logements économiques (première phase).

Inst. resp.: ADAUA (Association pour le développement naturel d'une architecture et d'un urbanisme africains)

Engagements: fr. 90'000.-

2.6.2. Projets à l'étude

- Ateliers d'architecture (voir ci-dessus): deuxième phase
- Formation professionnelle supérieure dans le cadre d'une coopération triangulaire, le financement provenant des pays arabes pétroliers.

2.7. Iles du Cap Vert

Aucun versement au 31.1.1975

2.7.1. Actions en cours (total engagements : fr. 400.000,-)

- Livraison de gabions pour la construction de digues. Travaux dirigés par le Ministère de l'Agriculture et des Eaux et exécutés par la population

Inst. resp.: CT

Engagements : fr. 400.000,-

Fiche no.21 (réf. t. 311 Iles du Cap Vert 1)

2.7.2. Projets à l'étude

- Promotion de la culture maraîchère dans différentes vallées de l'Ile de Santiago en vue de combler les déficits en produits maraîchers survenus depuis la sécheresse et de modifier le régime alimentaire des populations.
- Une recherche sur l'utilisation de sources d'énergie alternatives (financement sous forme d'aide associée au PNUD).

2.8. CILSS

La CTS a l'intention de mettre une équipe sylvo-pastorale à la disposition du Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel. Ce projet concernerait donc l'ensemble des pays sahéliens.

La définition des projets sylvo-pastoraux à élaborer ainsi que des tâches précises de cette équipe de 3 personnes (1 forestier, 1 agro-économiste et 1 pastoraliste) se fera lors d'un séminaire qui doit se tenir à Dakar du 26 avril au 1er mai.

Le programme provisoire de l'équipe serait de :

- mettre en oeuvre les projets définis lors du séminaire
- élaborer et exécuter ces projets
- conseiller le CILSS et les Etats membres dans leur politique agro-pastorale.

M. Stebler (Chef du projet Tabarka/Tunisie) représentera la CTS à ce séminaire. Une proposition sera soumise au Comité de programme pour le financement de cette équipe (fr. environ 500.000,-) si les résultats du séminaire permettent de penser que le travail de ces experts pourra être efficace.

2.9. Contributions de la CT en bourses d'études à l'ensemble des pays du Sahel (années 1975-76)

<u>Engagements boursiers</u>		<u>1975</u>	<u>1976</u>
			janv.-mars
Niger	EDI	27.000	
	CT	38.500	38.700
Mali		850.000	158.000
Sénégal		38.500	29.200
Tchad		24.500	57.800
Haute-Volta		352.500	197.500
		<u>1.331.000</u>	<u>481.200</u>
Total engagements en 1975/ début 1976		1.812.200,-	=====

3. Perspectives d'avenir

3.1 Objectifs généraux

Les principales caractéristiques de l'action future envisagée par la CT au Sahel ont été tracées dans le programme du Groupe Afrique occidentale pour 1976, approuvé le 11 mars 1976. Ces caractéristiques tiennent compte des thèses élaborées sur la demande de la CT par la CINAM: "Développement du Sahel" partie II: "Approches préconisées: Orientation pour les aides" (nov. 1975).

L'objectif financier à moyen terme est d'effectuer au moins 50 % des versements du Groupe Afrique occidentale dans la région du Sahel (voir point 1.2 du programme).

En complément on peut relever ce qui suit:

- la préservation ou la restauration de l'équilibre écologique est particulièrement importante dans cette région du monde où, en raison même de la précarité des ressources, tout déséquilibre d'une certaine importance met en question les chances même du développement et où certains équilibres sont déjà rompus ou fortement menacés. Si cette considération doit constituer la toile de fond pour toutes les actions dans la région sahélienne, elle aura une importance particulière dans les projets dans le domaine de l'élevage et du pastoralisme (cf. les projets à l'étude avec le CILSS et les projets au Tchad, fiches n° 4, 3 les stations de forage au Niger, fiche n° 17 et les projets à l'étude au Mali), du développement de l'agriculture, irriguée ou non (cf. les projet de gabions aux Iles du Cap Vert, fiche n° 21 et le projet maraîcher à l'étude dans ce pays, etc.) et dans le domaine de la reforestation (cf. le projet CILSS à l'étude).

- En cherchant à promouvoir la "self-reliance" il ne s'agit pas de viser l'autarcie mais de veiller à diminuer autant que possible la dépendance, qu'elle soit économique (cf. les migrations de la main-d'oeuvre des pays sahéliens vers les pays côtiers, ou la répartition inégale des risques dans l'élevage entre les pays "naisseurs" sahéliens et les pays acquéreurs du bétail), ou que cette dépendance soit financière (les projets doivent avoir le minimum de frais d'investissement et surtout de fonctionnement), technologique, sociale ou culturelle.

L'objectif général de la "self-reliance" s'applique non seulement au niveau national mais tout autant au niveau local par la prise en charge effective par la population concernée des actions de développement.

Ainsi p.ex. les projets de crédit agricole et de caisses d'épargne populaire pourront jouer un rôle important (la CT a peu fait jusqu'à présent dans ce domaine au Sahel).

3.2 Domaines prioritaires

Pour l'importance relative de chaque domaine et de chaque secteur, voir l'analyse pays par pays au chapitre 2. Selon le programme pour 1976, les deux domaines prioritaires seront

- le développement rural et la formation dans ce domaine:
élevage et pastoralisme - cultures vivrières - amélioration des cultures, mise au point des méthodes et du matériel - artisanat rural - crédit rural - approvisionnement en eau;

- la formation de cadres: cadres pour le développement - cadres supérieurs.

Le développement rural comme objectif direct ou indirect ^{*1)} est le dénominateur commun pour presque toutes nos actions au Sahel. La formation de cadres (le CESAO en Haute Volta fiche n° 9; il n'y a pas de projet de formation supérieure sur place) vise également le développement rural.

Selon le programme cité, l'importance des domaines suivants devra être accrue:

- santé: médecine préventive (voir notre action au Tchad, fiche n° 6), nutrition (aucun projet pour le moment);
- éducation: la réforme de l'enseignement (voir notre action à travers les écoles pilotes au Tchad, fiche n° 5 et l'éducation rurale en Haute Volta, fiche n° 11) et l'éducation non formelle (voir le projet d'enseignement moyen pratique à l'étude au Sénégal); mentionnons dans ce cadre aussi l'éducation pour adultes à travers l'alphabétisation fonctionnelle (deux projets au Niger, fiches n° 14 et 16); pas de nouvelles actions scolaires classiques ^{*2)}
- nouvelles sources d'énergie (contribution à travers le PNUD à une recherche aux Iles du Cap Vert: de façon générale la question de savoir sous quelle forme nous pourrions contribuer de façon adéquate est à l'étude ;
- prévention des problèmes de l'urbanisation (projet à l'étude - seule contribution envisagée pour le moment dans ce domaine -: mise à disposition d'un conseiller en développement communautaire en Haute Volta)

En outre, une certaine importance sera donné aux projets de

- renforcement des infrastructures villageoises, p.ex.

*1) dans les pays autres que le Tchad pas de projet "agricole" en cours

*2) un seul projet de formation prof. technique sur place au Mali (fiche n° 18); nouvelles possibilités à l'étude.

puits villageois (cf. le projet au Niger, fiche n° 15, et au Mali, fiche n° 19, et les projets hydrauliques à l'étude au Mali), routes de désenclavement (cf. le projet BIT en Haute Volta, fiche n° 12) magasins de stockage, petites unités de production (cf. le fonds de roulement pour artisans ruraux en Haute Volta, fiche n° 10).

3.3 Critères de choix

Compte tenu des critères de choix des projets de la CT, une attention particulière sera donnée aux points suivants:

- le caractère de développement intégré que devront favoriser les projets; les projets devront promouvoir un développement global harmonieux. Priorité sera donnée aux projets dits intégrés ou à des projets sectoriels s'insérant dans des actions générales intégrées, c'est-à-dire à des projets qui favorisent un progrès dans un grand nombre de domaines complémentaires les uns des autres;
- la participation effective de la population concernée (initiative et participation dans l'élaboration du projet, responsabilité dans la réalisation) et au caractère de développement communautaire que pourront avoir certains projets (aussi à travers les groupements villageois et les comités de quartiers): la majorité des projets de la CT au Sahel étant des projets "à la base", cet aspect - particulièrement important, voir aussi l'étude citée de la CINAM "Orientation pour les aides" - devrait pouvoir être largement observé;

- l'intégration de la femme dans le développement: cet aspect a été explicitement retenu dans les Centres de formation professionnelle agricole au Tchad (voir fiche n° 1) et dans le cadre de notre contribution à la formation de monitrices rurales en Haute Volta (voir fiche n° 11). Le CESAO (fiche n° 9) y accorde une grande importance également;
- les problèmes de la jeunesse (intégration économique et sociale). Le projet touchant le plus directement ces problèmes est celui - à l'étude à la CT - au Sénégal dans le cadre de l'enseignement moyen pratique; *
- le caractère approprié de la technologie qui devra être appliquée (recours aux technologies traditionnelles, adaptation aux possibilités matérielles et au contexte culturel): cet aspect est à l'avant plan du Centre national de perfectionnement des artisans ruraux en Haute Volta (voir fiche n° 10) et joue un rôle important dans les Centres de formation professionnelle agricole au Tchad (voir fiche n° 1), de même que dans le projet à l'étude des ateliers de matériel agricole en Haute Volta;
- les effets indirects, économiques et sociaux, du projet sur le milieu humain (exode rural, migration, chômage etc.) et sur le milieu physique (surpâturage etc.).

3.4 Type de coopération

Conformément au programme approuvé le 11 mars 76, il conviendra de renforcer la tendance à travailler directement

* voir aussi notre contribution au Service de l'Education surveillée au Sénégal (fiche n° 20) qui prendra fin sous peu.

avec des organismes locaux sans créer une "structure intermédiaire suisse" (cf. notre contribution pour les pierres à lécher au Tchad, fiche n° 7, et notre collaboration avec le Service de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes au Niger, fiches n° 14 et n° 16).

3.5 Cadres travaillant dans le projet, personnel de consultation, appuis sur le terrain

Sur ces points voir les chapitres 3 et 4 du programme du Groupe Afrique occidentale.

I. Cornaz

Annexes:

- Programme du Groupe Afrique occidentale du 8.3.76
- Fiches de projets 1 à 21
- Etude CINAM "Développement du Sahel"